

NOTE D'INFORMATION DU 19 JUILLET 2021 RELATIVE À L'OFFRE D' ACTIONS D'INCOFIN CVSO POUR UN MAXIMUM DE 5 MILLIONS D'EUROS

Ce document est établi par Incofin CVSO, une société coopérative de droit belge à responsabilité limitée à finalité sociale.

LE PRÉSENT DOCUMENT N'EST PAS UN PROSPECTUS ET N'A PAS ÉTÉ CONTRÔLÉ OU AGRÉÉ PAR L'AUTORITÉ DES SERVICES ET MARCHÉS FINANCIERS.

ATTENTION

L'INVESTISSEUR EST SUSCEPTIBLE DE PERDRE TOUT OU PARTIE DE SON INVESTISSEMENT ET/OU DE NE PAS OBTENIR LE RENDEMENT ESCOMPTÉ. LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT NE SONT PAS COTÉS : L'INVESTISSEUR RISQUE D'ÉPROUVER DE GRANDES DIFFICULTÉS À VENDRE SA POSITION À UN TIERS AU CAS OÙ IL LE SOUHAITERAIT.

OFFRE PUBLIQUE CONTINUE POUR UNE PÉRIODE DE 12 MOIS À DATER DU 19 JUILLET 2021

Cette note d'information est valable pour une période de 12 mois à compter de la date de publication, à savoir le 19 juillet 2021. Offre publique continue d'actions pour une période de 12 mois à partir du 19 juillet 2021 pour un maximum de 5 millions d'euros. **La période d'offre est de 12 mois à compter de la date de ce document (soit du 19 juillet 2021 au 18 juillet 2022)**, sauf si l'offre est clôturée de manière anticipée en raison de l'atteinte du montant maximal de 5 millions d'euros avant la fin de cette période de 12 mois. Durant cette période, il est possible de souscrire en permanence aux actions d'Incofin CVSO.

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES IMPORTANTES

Incofin CVSO est un organisme de placement collectif alternatif et non public au sens de la loi du 19 avril 2014 sur les organismes de placement collectif alternatifs et leurs gestionnaires.

Incofin CVSO est une société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale. Elle ne poursuit aucune maximisation des bénéfices pour ses actionnaires, mais sa finalité est résolument sociale. La composante sociale est soulignée par le fait que les investissements d'Incofin CVSO contribuent au développement socio-économique.

Concrètement, Incofin CVSO investit tant directement, par le biais de participations et de prêts, qu'indirectement dans des institutions de microfinance afin de soutenir les petits entrepreneurs de pays en développement.

Incofin CVSO fait appel aux services d'Incofin Investment Management SA (« **Incofin IM** ») en qualité de conseiller en fonds afin d'assurer le développement et la gestion de son portefeuille d'investissements.

PARTIE I – FACTEURS DE RISQUE

Tout investissement dans des parts implique par définition des risques. Les facteurs de risque potentiels liés à l'émission de parts d'Incofin CVSO sont décrits ci-après. Avant de prendre une décision d'investissement relative aux parts d'Incofin CVSO, les investisseurs devraient examiner attentivement les facteurs de risque suivants ainsi que les autres renseignements repris dans la présente note d'information.

Les objectifs formulés dans les statuts et la nature des activités qui en découlent comportent un certain nombre de risques. Même si la politique d'Incofin CVSO est conçue pour maîtriser au mieux ces risques, ceux-ci ne peuvent pas être totalement exclus. Incofin CVSO opère une distinction entre les facteurs de risque propres aux activités d'Incofin CVSO et les facteurs de risque propres à la détention de parts.

Facteurs de risque liés aux activités d'Incofin CVSO

Incofin CVSO est essentiellement exposée à deux types de risques :

Risques de crédit

Incofin CVSO investit dans des institutions de microfinance (« IMF ») qui, à leur tour, accordent des crédits à des personnes qui, très souvent, ne peuvent pas présenter de garanties réelles. Incofin CVSO collabore également avec ce type d'institutions ainsi que des fonds de microfinance. On ne peut donc pas exclure que les IMF dans lesquelles Incofin CVSO investit ou avec lesquelles elle collabore deviennent, à un moment donné, insolvables, entraînant la perte de l'investissement d'Incofin CVSO. Incofin CVSO gère ce risque en :

- procédant à une analyse financière rigoureuse ;
- évaluant le planning de l'entreprise ;
- évaluant la gestion et la direction ;
- faisant établir régulièrement des rapports sur l'évolution des activités ;
- assurant un suivi régulier sur place.

Risques de pays

Incofin CVSO investit dans des pays en développement soumis à des risques de pays considérables. Ces risques comprennent le risque politique (par ex. risque de guerre ou de guerre civile) et le risque de transfert (impossibilité de rapatrier les fonds investis du pays en raison d'une pénurie de devises ou d'autres mesures administratives du pays). Incofin CVSO réduit le risque de pays par le biais de provisions (constituées à partir d'octobre 2018) et de la diversification de son portefeuille d'investissement.

Risques de marché

Les investissements d'Incofin CVSO sont également exposés à des risques liés au marché et au contexte. Ces risques comprennent notamment les facteurs liés au contexte économique, à la sécurité juridique ainsi qu'à la qualité de la réglementation locale sur les IMF. Incofin CVSO analyse minutieusement ces aspects et établit par ailleurs une répartition géographique équilibrée en termes de composition du portefeuille afin de limiter autant que possible ce risque. Malgré l'expérience d'Incofin IM, le conseiller en fonds d'Incofin CVSO, il n'existe aucune garantie quant à l'identification d'investissements suffisamment attractifs et l'obtention d'une diversification optimale du portefeuille dans l'industrie de la microfinance. Chaque contrat est le résultat d'une négociation et la conclusion d'une transaction requiert les accords du Comité d'investissement ainsi que de l'IMF concernée.

Risques de change

Les placements d'Incofin CVSO sont également exposés à un risque de change. Incofin CVSO définit le risque de change comme le risque que la valeur réelle ou les flux de trésorerie futurs des prêts octroyés aux IMF ou les participations en actions fluctuent en raison des variations du taux de change.

- *Prêts en devise étrangère* : Incofin CVSO gère activement le risque de change sur les prêts octroyés en utilisant des techniques de couverture (comme les swaps sur devises, les contrats à terme, etc.). Si un prêt souscrit n'est pas remboursé conformément au contrat conclu (risque du crédit), Incofin CVSO doit continuer à remplir son obligation à l'égard du partenaire de couverture. Dans ce scénario, Incofin CVSO est exposé à un risque de change, ainsi qu'à un risque de liquidité potentiel, étant donné que les devises étrangères doivent être achetées sur le marché au comptant, au taux de change alors applicable, avec les liquidités disponibles à ce moment.

- *Participations en parts en devise étrangère* : Le risque de change sur les participations en monnaie locale n'est pas couvert activement. Dans ces cas, il est attendu que le rendement sur l'investissement compensera la dépréciation éventuelle de la monnaie en question.

Risque d'intérêt

Incofin CVSO recourt au financement par endettement, d'une part, et à des prêts en devises étrangères auprès des IMF, d'autre part. L'évolution des intérêts de ces opérations au fil du temps est soumise aux influences du marché. Incofin CVSO tente toujours de faire en sorte que la marge entre les intérêts débiteurs et créditeurs reste suffisante pour assurer la poursuite de la croissance d'Incofin CVSO. Incofin IM, le conseiller en fonds d'Incofin CVSO, gère ce risque (i) en appliquant des taux d'intérêt fixes, tant pour les transactions entrantes que sortantes et (ii) en déterminant un rendement « minimum » pour toutes les transactions de prêt.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qui découle de la capacité d'Incofin CVSO à pouvoir anticiper correctement et en temps voulu ses besoins de liquidité, en tenant compte des sources de financement disponibles, pour pouvoir respecter ses engagements financiers.

- *Risque de liquidité en cas de financement par endettement* : Étant donné le niveau élevé de liquidité et de maturité du portefeuille de prêts (prêts octroyés par Incofin CVSO), le risque de liquidité d'Incofin CVSO est relativement limité. Les liquidités disponibles, les lignes de crédit disponibles qu'Incofin CVSO peut utiliser et les prêts en cours qui expirent durant l'exercice à venir sont toujours largement suffisants pour faire face aux besoins de financement et aux éventuels défauts de paiement dans le portefeuille d'emprunts.
- *Risque de liquidité découlant de la démission d'associés* : Les démissions et exclusions donnent lieu à des sorties de trésorerie. Le nombre de demandes de démission peut être soumis à de fortes fluctuations, ce qui peut avoir des répercussions négatives sur les liquidités d'Incofin CVSO. Le Conseil d'administration ne peut pas refuser la démission d'un associé pour des raisons spéculatives. Si le nombre de démissions et/ou d'exclusions d'associés ne peut être géré avec les liquidités d'Incofin CVSO, il se peut que les associés ne reçoivent pas la valeur nominale totale de leurs parts.

Covid-19

Le risque existe que la situation autour du virus Covid-19 ralentisse les activités de Incofin CVSO. Les restrictions qui sont imposées dans certaines parties du monde pour couvrir la propagation du virus peuvent avoir des conséquences diverses telles que : empêchement des activités commerciales des clients finaux des établissements financiers dans le portefeuille, une capacité de remboursement réduite de ces derniers et un moyen limité concernant les nouveaux investissements pour Incofin CVSO.

Facteurs de risque propres à l'offre et à la détention de parts

Risques liés à l'investissement dans des actions/parts d'une société coopérative

Comme tout investissement en actions, un investissement dans des parts d'Incofin CVSO comporte des risques économiques. Lorsqu'ils investissent dans des actions ou parts, les investisseurs peuvent perdre la totalité ou une partie du capital investi.

Les actions sont nominatives et ne peuvent être cédées.

La démission d'associés est uniquement possible durant les six premiers mois de chaque exercice, avec l'accord du Conseil d'administration, à condition que le capital appartenant aux associés ne soit pas de ce fait ramené sous le minimum de capital requis (866 815,80 EUR) et que le nombre d'associés ne s'en trouve pas réduit à moins de trois. Le Conseil d'administration ne peut refuser la démission d'un associé pour des raisons spéculatives.

Rendement limité aux attributions de dividendes

Le rendement d'un investissement dans des parts d'Incofin CVSO est donc limité aux dividendes éventuellement attribués, étant donné qu'en cas de démission, d'exclusion ou de dissolution, le montant maximal versé à un investisseur est égal à la valeur nominale des actions. Il n'existe donc aucun potentiel de plus-value sur les actions en tant que telles, alors que le risque de moins-value sur les actions d'Incofin CVSO n'est pas exclu. Un investisseur peut donc perdre son investissement en tout ou en partie.

En cas de démission, un associé a droit, conformément à l'article 14 des statuts, à un versement correspondant en l'occurrence au montant le plus faible des deux montants suivants : (i) la valeur nominale de la part et (ii) la valeur comptable de la part, calculée en divisant les fonds propres, tels qu'ils ressortent des derniers comptes annuels approuvés avant la démission, moins les réserves, par le nombre de parts existantes. Le cas échéant, ce versement sera diminué de l'obligation de paiement non réglée de l'associé démissionnaire.. Par conséquent, le montant maximal versé à un associé

en cas de démission est égal à la valeur nominale des actions. Le rendement financier des actions d'Incofin CVSO consiste en une attribution de dividende pour autant que celle-ci soit proposée par le Conseil d'administration et approuvée par l'Assemblée générale des associés. Le montant maximum d'un dividende est actuellement fixé à 6 % de la valeur nominale d'une part.

Risques liés aux liquidités limitées des parts d'Incofin CVSO

Il n'existe pas de marché secondaire sur lequel les parts d'Incofin CVSO sont négociées. Étant donné qu'un actionnaire peut uniquement se retirer du capital conformément à la procédure prévue dans les statuts, la liquidité est limitée. Ces statuts (article 10) stipulent que les associés peuvent uniquement sortir ou requérir une reprise partielle de leurs parts dans les six premiers mois de l'exercice, après accord du Conseil d'administration. Enfin, il est interdit de céder des parts sans accord préalable du Conseil d'administration. Incofin CVSO investira le plus efficacement possible les fonds confiés par ses actionnaires dans des activités de base. Comme le prévoient différents contrats liant Incofin CVSO aux IMF, ces fonds seront utilisés comme fonds de roulement en vue du financement de micro-entreprises durant une période donnée et ne seront donc pas immédiatement disponibles en cas de démission.

Risques liés à des variations futures du dividende

Les rendements obtenus par le passé n'offrent aucune garantie pour l'avenir et aucune garantie n'est donnée quant aux rendements futurs. Le dividende peut diminuer ou augmenter jusqu'à 6 % maximum de la valeur nominale d'une part, comme stipulé dans la loi du 20/07/1955 sur les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération. Incofin CVSO n'émet ni pronostics ni estimations concernant l'évolution du rendement du dividende.

Absence de protection du capital et de système de protection des dépôts

Un investissement dans des parts d'Incofin CVSO n'est pas couvert par une protection du capital ni une garantie de capital : en l'absence de protection contre les performances futures des marchés ou le risque de crédit, un investisseur est susceptible de perdre tout ou partie de son investissement.

Les parts d'Incofin CVSO n'entrent pas en ligne de compte pour la garantie du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers. Un investisseur est donc susceptible de perdre tout ou partie de son investissement en cas de perte totale des fonds propres d'Incofin CVSO ou en cas de dépréciation des parts d'Incofin CVSO.

Changements potentiels du cadre légal et fiscal dans lequel Incofin CVSO opère

Incofin CVSO est conscient du fait que des changements légaux et réglementaires peuvent être apportés ou que de nouvelles obligations peuvent apparaître. Les changements apportés au cadre légal et/ou fiscal dans lequel Incofin CVSO opère peuvent nuire à ses activités, à sa situation financière, à ses résultats et à ses perspectives. Ces évolutions négatives peuvent affecter la valeur des parts d'Incofin CVSO, ce qui peut amener l'investisseur à perdre tout ou partie de son investissement. Incofin CVSO suit de près les changements potentiels du cadre légal et fiscal applicable afin de pouvoir maîtriser de tels risques.

PARTIE II – INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉMETTEUR ET À L'OFFREUR DES INSTRUMENTS DE PLACEMENT

A. Identité de l'émetteur

1. Émetteur

Siège social :	Ravensteinstraat 1, B-9000 Gand
Forme juridique :	Incofin CVSO constitue (i) une société coopérative de droit belge à responsabilité limitée à finalité sociale, (ii) un organisme de placement collectif alternatif non public aux termes de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires (la « loi OPCA »), et (iii) un fonds de développement tel que visé à l'article 2, 1 ^o de la loi du 1 ^{er} juin 2008 et relève de ce fait du régime d'exception de la loi OPCA, tel que prévu à l'article 180 §2, 2 ^o de cette même loi.
Date de constitution :	27 août 1992
Numéro d'entreprise :	0448.125.845
Pays d'origine :	Belgique

2. Activités de l'émetteur

Incofin CVSO est un acteur spécialisé dans le secteur de la microfinance. Incofin CVSO investit dans les pays en développement, tant directement, par le biais de participations et de prêts, qu'indirectement dans des IMF afin de soutenir les petits entrepreneurs. Les fonds investis par Incofin CVSO sont utilisés à leur tour par les IMF pour accorder des microcrédits à des micro-entrepreneurs locaux. Grâce à ses investissements dans 42 IMF, Incofin CVSO aide plus de 4,7 millions de micro-entrepreneurs. Les microcrédits permettent aux petits entrepreneurs de disposer d'un fonds de roulement pour développer leur entreprise et améliorer eux-mêmes leur existence. Incofin CVSO s'efforce ainsi de soutenir les entrepreneurs locaux dans les pays en développement et d'améliorer le niveau de vie des entrepreneurs et de leurs familles.

3. Identité des personnes détenant plus de 5 % du capital de l'émetteur

Aucun actionnaire ne détient plus de 5 % du capital d'Incofin CVSO.

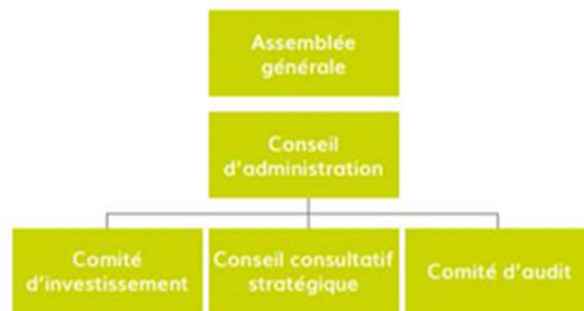
4. Opérations conclues entre l'émetteur et les personnes détenant plus de 5% du capital de l'émetteur

Sans objet.

5. Organe d'administration et gestion journalière

Le Conseil d'administration

La structure générale de management d'Incofin CVSO se présente comme suit :



Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes de gestion et d'administration relevant de l'objet social. La gestion journalière d'Incofin CVSO est en principe observée par le Conseil d'administration, il n'y a pas de délégation générale de la gestion journalière à un administrateur délégué ou à une personne externe.

En date de la présente note d'information, le Conseil d'administration se compose des membres suivants :

Administrateur :

Michiel Geers (Président)
Frank De Leenheer
Frans Samyn
Peter van den Brock
Leen Van den Neste
Patrick Haesen
Willy Bosmans

Justin Daerden
Eric Delecluyse
Guy Pourveur
Anne Van Autreve
Vic Van de Moortel
Luc Versele

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par l'Assemblée générale. La durée du mandat est de six ans. Les membres sont rééligibles. Le Conseil d'administration se réunit généralement trois fois par an.

Incofin CVSO est valablement représentée à l'égard de tiers par deux administrateurs agissant conjointement, qui ne peuvent pas faire partie de la même société ou association.

Conformément à l'article 20 des statuts, le Conseil d'administration a constitué un Conseil consultatif stratégique, un Comité d'investissement et un Comité d'audit (dénommés séparément par un « **comité** » et conjointement par les « **comités** »). Les comités fonctionnent sur la base d'une délégation qui leur est accordée par le Conseil d'administration. La composition, le fonctionnement, les compétences et les procédures relatives aux rapports du Conseil d'administration et des comités ont été fixés dans un Règlement d'ordre intérieur révisé, approuvé le 5 décembre 2017 par le Conseil d'administration.

Relation avec Incofin Investment Management SA en qualité de conseiller en fonds

Incofin CVSO confie le développement de ses activités d'investissement à Incofin IM.

En sa qualité de conseiller en fonds, Incofin IM est mandaté pour développer et gérer le portefeuille d'investissement d'Incofin CVSO. Les missions d'Incofin IM comprennent la médiation et la gestion du portefeuille d'investissement d'Incofin CVSO :

- En tant que médiateur, Incofin IM a pour mission principale d'identifier des opportunités d'investissement et de désinvestissement, de les analyser et de les présenter au Comité d'investissement d'Incofin CVSO, qui prend la décision finale d'investissement.
- En tant que gestionnaire, la mission d'Incofin IM comprend essentiellement la gestion administrative des investissements d'Incofin CVSO, l'élaboration de rapports pour les organes compétents d'Incofin CVSO, la tenue de la comptabilité, ainsi que la préparation de comptes annuels et du rapport annuel.

Pour l'accomplissement de ses missions de médiation et de gestion, Incofin IM perçoit une rémunération conforme au marché d'Incofin CVSO. Le contrat de gestion liant Incofin CVSO et Incofin IM est conclu pour une durée indéterminée, mais peut être résilié par les deux parties moyennant le respect d'un délai de préavis de 12 mois.

Il convient de souligner qu'Incofin IM n'est pas responsable de la gestion journalière d'Incofin CVSO ni de la prise de décisions d'investissement ; ces compétences incombent au Conseil d'administration d'Incofin CVSO. Incofin IM n'est pas membre du Comité d'investissement d'Incofin CVSO et n'est donc nullement responsable de la prise des décisions finales d'investissement. En tant que gestionnaire et conseiller en fonds, Incofin IM fournit des services à des fonds et facilités autres qu'Incofin CVSO. Cependant, Incofin IM ne dispose pas de l'agrément de la FSMA pour intervenir en tant que gestionnaire de fonds d'organismes de placement collectif alternatifs. Par conséquent, il est placé sous le contrôle de la FSMA et tenu d'appliquer une procédure stricte en matière de conflits d'intérêts lors de l'identification et de la présentation des opportunités d'investissement et de désinvestissement aux différents fonds et facilités qu'il gère ou conseille.

Conseil consultatif stratégique

Le Conseil consultatif stratégique a principalement pour objectif d'émettre des informations, des avis et des recommandations au Conseil d'administration, du point de vue des actionnaires, sur les sujets suivants :

- la mission, les stratégies, objectifs et plans, tant actuels qu'à long terme, ainsi que le positionnement de la société ; et
- les thèmes liés à la gouvernance et plus concrètement :
 - à la constitution, au fonctionnement et à la composition des comités au sein du Conseil d'administration ; et
 - à la nomination et/ou la révocation d'administrateurs conformément aux dispositions du Règlement d'ordre intérieur.

Comité d'investissement

Le Comité d'investissement est chargé de l'application de la politique d'investissement de la société, telle que déterminée dans l'« Investment Policy ». Le Comité d'investissement se compose d'au moins 5 membres du Conseil d'administration, spécialisés dans les questions financières et la problématique du développement. Le Comité se réunit régulièrement et au moins une fois par trimestre.

Comité d'audit

Le Comité d'audit exerce une fonction de surveillance des procédures et processus de CVSO, ainsi que de tous les aspects ayant trait aux risques et à leur gestion. Le Comité d'audit se compose d'au moins 3 membres nommés par le Conseil d'administration, lesquels ne peuvent siéger à aucun autre comité constitué par le Conseil d'administration.

6. Rémunérations des organes d'administration

Les mandats des membres du Conseil d'administration et des comités ne sont pas rémunérés, sauf si l'Assemblée générale décide d'accorder une rémunération. La dernière Assemblée générale n'a accordé aucune rémunération.

7. Pour les personnes possédant plus de 5 % du capital de l'émetteur, mention de toute condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse.

Non applicable étant donné qu'aucun des actionnaires ne possède plus de 5 % du capital d'Incofin CVSO.

8. Conflits d'intérêts

Tout conflit d'intérêts potentiel entre les obligations des administrateurs d'Incofin CVSO et leurs propres intérêts et/ou d'autres obligations est traité conformément aux exigences du droit commun. Durant la période de 12 mois qui précède la date du prospectus, aucune procédure de conflits d'intérêts n'a été appliquée.

Ci-dessous, un aperçu des motifs de conflits d'intérêts potentiels entre les membres du Conseil d'administration et Incofin CVSO :

Administrateur :	Motifs de conflits d'intérêts potentiels
Justin Daerden	Néant
Frank De Leenheer	Néant
Eric Delecluyse	Ancien administrateur d'Impulse Microfinance Investment Fund NV/SA (en liquidation)
Michiel Geers	Actionnaire Incofin CVSO
Guy Pourveur	Conflit d'intérêts potentiel étant donné que M. Pourveur enrichira son portefeuille de parts d'Incofin CVSO en qualité de légataire universel de la fondation privée Artimi.
Frans Samyn	Actionnaire Incofin CVSO
Anne Van Autreve	Actionnaire Incofin CVSO
Peter van den Brock	Néant
Vic Van de Moortel	Directeur de l'ASBL BRS
Leen Van den Neste	Actionnaire Incofin CVSO
Patrick Haesen	Néant
Luc Versele	Actionnaire Incofin CVSO
Willy Bosmans	Ancien administrateur de Rural Impulse Fund I SICAV-SIF (en liquidation)

9. Commissaire

Deloitte Réviseurs d'entreprises, représentée par M. Maurice Vrolix, est nommée commissaire-réviseur.

B. Informations financières concernant l'émetteur

1. Comptes annuels des derniers exercices

Les comptes annuels des exercices 2020 et 2019 sont joints en annexe de cette note d'information.

2. Fonds de roulement

Le fonds de roulement d'Incofin CVSO est suffisant pour répondre à ses obligations actuelles, et ce au moins pour une période de 12 mois suivant la date de publication de la présente note d'information.

3. Chiffres clés de l'émetteur, aperçu des capitaux propres et de l'endettement inclus

Activa	12/2020	12/2019	Passifs	12/2020	12/2019
Portefeuille de participations	15.391	12.859	Fonds propres	53.226	55.814
Valeur d'acquisition	10.744	8.781	Capital	47.896	48.935
Dividendes en actions	5.440	4.721	Réserves	1.481	1.481
Réduction de valeur	-792	-642	Résultat reporté	3.848	5.398
Portefeuille de prêts subordonnés	13.039	11.711	Fonds empruntés	28.185	33.185
Portefeuille de prêts subordonnés > 1 an	11.701	10.374	Financements de dettes > 1 an	14.500	28.185
Portefeuille de prêts subordonnés < 1 an	1.338	3.110	Financements de dettes < 1 an	13.685	5.000
Réduction de valeur		-1.772	Dettes à court terme	5.244	7.327
Portefeuille de prêts	46.796	56.965	Autres dettes	2.978	5.732
Portefeuille de prêts > 1 an	16.746	31.728	Dividendes	45	994
Portefeuille de prêts < 1 an	30.050	25.492	Provision assistance technique	134	160
Réduction de valeur		-256	Comptes de régularisation	2.087	440
Provision disponible	-4.072	-1.195	Passifs	86.655	96.326
Actifs circulants	3.007	5.854			
Autres créances	2.418	5.808			
Comptes de régularisation	589	46			
Liquidités	12.493	10.131			
Actifs	86.655	96.326			

4. Changement de la situation financière ou commerciale

Les positions financière et commerciale d'Incofin CVSO n'ont subi aucun changement majeur après la conclusion de l'exercice 2020. Une crise Covid-19 est en cours, mais les implications pour les chiffres de l'exercice 2021 sont pour le moment difficiles à évaluer. C'est expliqué plus en détail sous Partie I – Facteurs de risque (*Facteurs de risque liés aux activités d'Incofin CVSO*).

PARTIE III – INFORMATIONS CONCERNANT L'OFFRE DES INSTRUMENTS DE PLACEMENT

A. Description de l'offre

1. Montant maximal pour lequel l'offre est effectuée

Le nombre de parts qu'un seul et même associé peut détenir n'est pas limité. Par période de souscription (décrite ci-dessous), Incofin CVSO peut émettre des parts pour un maximum de 5 millions d'euros.

2. Conditions de l'offre

Tant les personnes physiques que les personnes morales peuvent devenir actionnaires d'Incofin CVSO. Les associations sans personnalité juridique peuvent également devenir actionnaires à condition de désigner une personne physique les représentant à l'égard de la société. Enfin, les membres du personnel d'Incofin IM peuvent également devenir actionnaires.

Incofin CVSO ne peut refuser l'adhésion d'un associé pour des raisons spéculatives. L'adhésion ne peut être refusée que lorsque le candidat-associé ne répond pas aux conditions générales d'adhésion ou agit de manière contraire aux intérêts de la société.

L'émission de parts d'Incofin CVSO se fait sans l'intervention d'un intermédiaire financier.

La souscription se fait en 3 étapes comme suit :

- L'adhésion se fait sur la base d'un formulaire de souscription de parts daté et signé (voir formulaire en annexe 2) sur lequel figurent le nom du candidat-actionnaire, le nombre de parts ainsi que le type de parts (soit des parts d'une valeur nominale de 2 604 EUR, soit des parts d'une valeur nominale de 130,20 EUR) qu'il souhaite acheter. Outre la

possibilité d'adhérer au moyen de la version papier du formulaire de souscription de parts, il est également possible de souscrire par le biais du formulaire de souscription de parts en ligne sur le site www.incofincvso.be.

- Le souscripteur est alors invité à verser le montant de la souscription sur le compte d'Incofin CVSO en EUR auprès de VDK bank (IBAN : BE16 8900 1429 2474, BIC : VDSPBE91). Lors du virement, le candidat-actionnaire doit verser l'intégralité du montant sur le compte d'Incofin CVSO en mentionnant son nom, son adresse, le type de parts (parts d'une valeur nominale de 2 604 EUR ou 130,20 EUR) et le nombre de parts.
- Le nouvel actionnaire reçoit alors un numéro d'actionnaire et est inscrit dans le registre électronique des actionnaires. La souscription implique l'acceptation des statuts.

Le registre électronique des parts mentionne également le montant et le nombre de parts souscrites, ainsi que la date de paiement. Les actionnaires reçoivent un extrait du registre des actionnaires et un certificat de part sous la forme requise par la loi.

3. Prix total des parts

Il est possible d'acheter :

- des parts d'une valeur nominale de 2 604 EUR par part ;
- 1/20^e de part d'une valeur nominale de 130,20 EUR par part.

4. Calendrier de l'offre

La période de souscription pendant laquelle les investisseurs peuvent acheter des parts d'Incofin CVSO est de 12 mois à compter de la date de la présente note d'information (soit du 19 juillet 2021 au 18 juillet 2022) (la « **Période de souscription** »), sauf si l'offre est clôturée anticipativement en raison de l'atteinte du montant maximal de 5 millions d'euros avant la fin de la Période de souscription.

5. Frais à charge de l'investisseur

Aucun frais n'est imputé à charge de l'investisseur à l'achat de parts d'Incofin CVSO.

B. Raisons de l'offre

Incofin CVSO utilisera les fonds issus de l'offre pour investir dans des institutions de microfinance et des fonds d'investissement actifs dans des pays en développement. Incofin CVSO sera ainsi en mesure de répondre à la demande sans cesse croissante de capitaux (sous forme de participations et de prêts) par ces entités.

Les acquéreurs de parts d'Incofin CVSO ne visent pas principalement la réalisation d'une plus-value. En achetant des parts d'Incofin CVSO, ils contribuent d'abord et avant tout à fournir à Incofin CVSO les moyens d'investir dans des IMF actives dans les pays en voie de développement, soit directement, soit par le biais de fonds d'investissement. Ces IMF octroient à leur tour des microcrédits à de petits entrepreneurs locaux qui peuvent ainsi développer leur entreprise. Par ses investissements dans des IMF, Incofin CVSO vise à consolider l'assise financière des petits entrepreneurs dans les pays en voie de développement et, par conséquent, à contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Un investissement dans Incofin CVSO est donc d'abord un investissement à rendement social.

PARTIE IV – INFORMATIONS CONCERNANT LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT OFFERTS

A. Caractéristiques des instruments de placement offerts

1. Nature et catégorie des instruments de placement

Il existe deux types de parts ouvertes à la souscription :

- des parts « complètes » d'une valeur nominale de 2 604 EUR par part, et
- des « vingtièmes de part », d'une valeur nominale de 130,20 EUR par part.

Cette note d'information porte sur l'émission des deux types de parts.

Incofin CVSO est une société coopérative de droit belge à responsabilité limitée à finalité sociale. La présente émission se rapporte donc aux parts régies par le droit belge. Les parts d'Incofin CVSO sont nominatives et représentées par une inscription au registre des parts.

2. Devise, dénomination et valeur nominale

Devise :	Euro (« EUR »)
Dénomination :	Parts complètes Vingtièmes de part
Valeur nominale :	Parts complètes - 2 604 EUR par part Vingtièmes de part - 130,20 EUR par part

3. Date d'échéance et modalités de remboursement

La démission (totale ou partielle) n'est, en vertu des statuts, possible que durant les six premiers mois de l'exercice et après accord du Conseil d'administration. La démission n'est possible que si le capital appartenant aux associés n'est pas de ce fait ramené sous le minimum de capital requis (866 815,80 EUR) et si le nombre d'associés ne s'en trouve pas réduit à moins de trois.

Un associé ne peut être exclu que s'il cesse de remplir les conditions d'adhésion, s'il commet des actes nuisant aux intérêts de la société, s'il ne respecte pas les statuts ou le règlement d'ordre intérieur, s'il refuse de se soumettre aux décisions de l'Assemblée générale ou de la direction, ou s'il manque à ses obligations à l'égard de la société.

En cas de démission ou d'exclusion, un associé a droit, conformément à l'article 14 des statuts, à un versement correspondant en l'occurrence au montant le plus faible des deux montants suivants :

- valeur nominale de la part ;
- valeur comptable de la part, calculée en divisant les fonds propres, tels qu'ils ressortent des derniers comptes annuels approuvés avant la démission, moins les réserves, par le nombre de parts existantes.

Ce versement est diminué, le cas échéant, de l'obligation de paiement non réglée de l'associé démissionnaire.

L'année de la démission, un associé a droit à un dividende au prorata du nombre de mois complets durant lesquels l'associé en question a été inscrit au registre électronique des parts, à condition que l'Assemblée générale d'Incofin CVSO décide d'attribuer un dividende.

Si les formalités pratiques de démission/d'exclusion sont remplies et si l'approbation du Conseil d'administration a été obtenue, un associé est radié du registre électronique des parts à compter de la date à laquelle le montant de l'inscription de cet associé est versé par Incofin CVSO sur le compte bancaire de l'associé en question. Cela signifie donc qu'un associé perd ses droits (ex. droit au dividende) le jour où le montant de l'inscription de cet associé est versé par Incofin CVSO sur le compte bancaire de l'associé en question.

4. Rang des instruments de placement dans la structure de capital de l'émetteur en cas d'insolvabilité

Les nouvelles parts sont, au même titre que des parts existantes, des parts ordinaires qui se trouvent en dernier lieu dans la structure de capital en cas d'insolvabilité.

5. Éventuelles restrictions au libre transfert des instruments de placement

Les parts ne peuvent être transférées ou cédées sans l'accord préalable du Conseil d'administration.

Les associés qui souhaitent procéder à une cession de parts doivent adresser à cette fin une demande écrite au Conseil d'administration. Le Conseil d'administration communiquera par écrit son approbation ou refus de la cession dans un délai de 1 mois après réception de la notification. La décision de refus, sans possibilité de recours, ne doit pas être justifiée. La cession ou le transfert de parts à des tiers non associés n'est possible que si ces derniers répondent aux conditions d'adhésion des nouveaux associés.

La cession ou le transfert de parts n'est valable à l'égard de la société et des tiers qu'à compter de la date d'inscription au registre des parts.

6. Politique de dividende

Le bénéfice net de la société est distribué selon l'ordre suivant :

1. ajout du bénéfice net aux réserves légales aussi longtemps que le minimum légal n'est pas atteint.
2. octroi d'un dividende aux associés, lequel ne peut toutefois pas être supérieur au montant maximum fixé conformément aux dispositions en vigueur pour les sociétés coopératives (arrêtés d'exécution de la loi du 20 juillet 1955 portant sur l'institution d'un Conseil national de la Coopération). Ce montant maximum est actuellement fixé à 6 % de la valeur nominale d'une part. Pour les associés ayant adhéré durant l'exercice précédant la distribution du bénéfice, le montant de celui-ci est calculé selon une fraction dont le dénominateur est égal à 12 et le numérateur est égal au nombre de mois restants de l'exercice concerné après le mois d'adhésion.
3. le solde du bénéfice net peut être reporté entièrement ou partiellement à l'exercice suivant ou être ajouté aux réserves extralégales, étant entendu que celles-ci doivent toujours être affectées à la réalisation de l'objet social de la société.

A l'exception des exercices 2019 et 2020, Incofin CVSO a versé, depuis 2010, chaque année à ses actionnaires un dividende de 2,5 % de la valeur nominale d'une action. Sur la base des bénéfices enregistrés pour l'exercice 2020, l'Assemblée générale a décidé, le 28 avril 2021, de ne pas octroyer aux actionnaires de dividende. Cependant, la poursuite de cette politique de dividende n'est pas garantie à l'avenir.

Incofin CVSO souhaite par ailleurs continuer à verser un dividende modéré au cours des années à venir.

Lorsque l'Assemblée générale des actionnaires a approuvé la distribution du dividende, les actionnaires individuels reçoivent une lettre leur communiquant, outre le calcul du montant de leur dividende, le compte sur lequel le montant net (après retenue du précompte mobilier dû) sera versé. Il est demandé aux nouveaux actionnaires de communiquer leurs coordonnées et numéros de compte.

Au cas où les dividendes ne sont pas réclamés, leur paiement est prescrit en faveur de la société à l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de la mise en paiement.

Le précompte mobilier est retenu par Incofin CVSO et reversé aux autorités fiscales.

7. Dates de distribution du dividende

Les dividendes sont attribués, le cas échéant, une fois par an sur approbation de l'Assemblée générale.

8. Négociation des instruments de placement sur un MTF et code ISIN

Sans objet.

PARTIE V – TOUTE AUTRE INFORMATION IMPORTANTE ADRESSÉE ORALEMENT OU PAR ÉCRIT À UN OU PLUSIEURS INVESTISSEURS SÉLECTIONNÉS

- Comptes annuels des exercices 2020 et 2019 : joints en annexe de cette note d'information.
- Formulaire d'inscription : disponible sur www.incofincvso.be
- Les statuts d'Incofin CVSO sont disponibles au siège social de la société.
- Le règlement d'ordre intérieur est disponible au siège de la société.

PARTIE VI – ARTICLE 6 DU RÈGLEMENT SFDR – RISQUES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Cette note d'information fournit les informations requises en vertu des articles 6 et 7(2) du Règlement 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers ("**Règlement SFDR**").

Incofin CVSO définit les "risques de durabilité" comme des événements ou conditions d'ordre environnemental, social et de gouvernance qui peuvent ou pourraient avoir une incidence négative majeure sur les actifs, la performance financière, les bénéfices ou la réputation d'Incofin CVSO.

Incofin CVSO tient compte des risques de durabilité relatifs à ses décisions d'investissement, tels que détaillés dans la politique de risques en matière de durabilité (*sustainability risk policy*) de son conseiller en fonds Incofin IM, disponible sur le site internet d'Incofin CVSO (<https://incofincvso.be/wp-content/uploads/2021/05/2021-3-19-IM-Sustainability-Risk-Policy-RMC-approved-signed-003.pdf>).

La politique d'investissement d'Incofin CVSO établit des critères d'éligibilité pour la clientèle cible qui prennent en compte les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance, et qui comprennent notamment l'exigence d'évaluation du système de gestion "ESG" de chaque client cible par rapport aux paramètres traditionnels de l'industrie. Outre ces critères d'éligibilité, Incofin CVSO applique des critères d'exclusion afin de minimiser les incidences négatives de certaines activités illicites ou nuisibles.

Conformément à sa politique de risques en matière de durabilité, Incofin IM intègre ces risques de durabilité à son système de gestion des risques :

- Identification des risques : exclusion par une sélection négative de certaines entreprises, secteurs et activités comportant des risques de durabilité élevés.
- Évaluation et contrôle : chaque client cible est sélectionné au moyen d'outils d'évaluation sociale et environnementale (par exemple SPI4-ALINUS pour les investissements dans des institutions financières (outil mesurant le niveau de mise en application de pratiques essentielles relatives à une bonne performance sociale), et ECHOS@ SME 2.0 (outil propriétaire d'analyse et d'évaluation, structuré en cinq dimensions exhaustives, qui attribue un score de performance environnementale et sociale pour chaque client (potentiel)). En vertu de cette méthodologie, tous les investissements potentiels se voient attribuer une notation relative au risque, et si le seuil minimum n'est pas atteint, ils ne sont pas éligibles pour investissement.
- Surveillance : la performance environnementale et sociale de tous les clients est contrôlée au moins une fois par an.

Sur la base de ce qui est exposé ci-dessus, Incofin CVSO précise que les analyses et évaluations des risques de durabilité (y compris de la probabilité qu'ils surviennent et de leur incidence) sont menées séparément pour chaque client.

L'approche d'Incofin CVSO en matière des principales incidences négatives sur la durabilité (*principal adverse sustainability impact*) de ses investissements est divulguée sur son site internet (<https://incofincvso.be/en/downloads/sustainability-risk-policy/>).

20	01/06/2021	BE 0448.125.845	31	EUR		
NAT.	Datum neerlegging	Nr.	Blz.	D.	21171.00463	VKT-kap 1.1

**JAARREKENING EN ANDERE OVEREENKOMSTIG
HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN
VERENIGINGEN NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN**

IDENTIFICATIEGEGEVENS (op datum van de neerlegging)

Naam: **Incofin**
 Rechtsvorm: Coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid met sociaal oogmerk
 Adres: Ravensteinstraat Nr: 1 Bus:
 Postnummer: 9000 Gemeente: Gent
 Land: België
 Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van: Gent, afdeling Gent
 Internetadres: <http://www.incofin.be>

Ondernemingsnummer BE 0448.125.845

Datum van de neerlegging van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt. 23-12-2011

JAARREKENING IN EURO goedgekeurd door de algemene vergadering van 30-04-2021

met betrekking tot het boekjaar dat de periode dekt van 01-01-2020 tot 31-12-2020

Vorig boekjaar van 01-01-2019 tot 31-12-2019

De bedragen van het vorige boekjaar zijn identiek met die welke eerder openbaar werden gemaakt.

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn:

VKT-kap 6.1.1, VKT-kap 6.1.2, VKT-kap 6.2, VKT-kap 6.7, VKT-kap 6.9, VKT-kap 7.2, VKT-kap 8, VKT-kap 9, VKT-kap 10, VKT-kap 12, VKT-kap 13, VKT-kap 14, VKT-kap 16, VKT-kap 17

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN EN VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE
--

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de vennootschap

VAN DEN BROCK Peter

Ludwig-Wilhelm-Strasse 20
D-76530 Baden-Baden
DUITSLAND

Begin van het mandaat: 24-04-2019 Einde van het mandaat: 30-04-2025 Bestuurder

DELECLUYSE Eric

Mariakerksesteenweg 257
9031 Drongen
BELGIE

Begin van het mandaat: 26-04-2017 Einde van het mandaat: 26-04-2023 Bestuurder

GEERS Michiel

Gavermolenstraat 57
9111 Belsele
BELGIE

Begin van het mandaat: 27-04-2016 Einde van het mandaat: 27-04-2022 Bestuurder

BOSMANS Willy

Wijngaardberg 4
2170 Merksem (Antwerpen)
BELGIE

Begin van het mandaat: 29-04-2015 Einde van het mandaat: 28-04-2021 Bestuurder

DE LEENHEER Frank

Ravestraat 52
9240 Zele
BELGIE

Begin van het mandaat: 27-04-2016 Einde van het mandaat: 27-04-2022 Bestuurder

POURVEUR Guy

Rue d'Arlon 2
L-8399 Windhof
LUXEMBURG

Begin van het mandaat: 27-04-2016 Einde van het mandaat: 27-04-2022 Bestuurder

VAN DEN NESTE Leen

Borsbekestraat 100
9551 Ressegem
BELGIE

Nr.	BE 0448.125.845		VKT-kap 2.1
-----	-----------------	--	-------------

Begin van het mandaat: 25-04-2018 Einde van het mandaat: 24-04-2024 Bestuurder

SAMYN Frans

Nelemeersstraat 7A
9830 Sint-Martens-Latem
BELGIE

Begin van het mandaat: 24-04-2019 Einde van het mandaat: 30-04-2025 Bestuurder

VERHELST Pieter

Oude Wichelsesteenweg 27
9340 Lede
BELGIE

Begin van het mandaat: 29-04-2020 Einde van het mandaat: 29-04-2026 Bestuurder

VERSELE Luc

Bd S. Dupuislaan 251
1070 Anderlecht
BELGIE

Begin van het mandaat: 27-04-2016 Einde van het mandaat: 27-04-2022 Bestuurder

VAN AUTREVE Anne

Frans van der Steenstraat 89
1750 Lennik
BELGIE

Begin van het mandaat: 27-04-2016 Einde van het mandaat: 27-04-2022 Bestuurder

VAN DE MOORTELE Vic

Brouwerijhof 5/7
1785 Merchtem
BELGIE

Begin van het mandaat: 29-04-2020 Einde van het mandaat: 29-04-2026 Bestuurder

DAERDEN Justin

Wespelaarsebaan 32
3190 Boortmeerbeek
BELGIE

Begin van het mandaat: 19-09-2017 Einde van het mandaat: 28-04-2021 Bestuurder

DEWISPELAERE Anita

Kerkstraat 127
1851 Humbeek
BELGIE

Begin van het mandaat: 25-04-2018 Einde van het mandaat: 18-09-2020 Voorzitter van de Raad van Bestuur

GEERS Michiel

Gavermolenstraat 57
9111 Belsele
BELGIE

Begin van het mandaat: 18-09-2020 Einde van het mandaat: 27-04-2022 Voorzitter van de Raad van Bestuur

DELOITTE BEDRIJFSREVISOREN (B-00025-1986)

BE 0429.053.863
Luchthaven Brussel Nationaal 1/J

Nr.	BE 0448.125.845		VKT-kap 2.1
-----	-----------------	--	-------------

1930 Zaventem

BELGIE

Begin van het mandaat: 29-04-2020

Einde van het mandaat: 26-04-2023

Commissaris

Direct of indirect vertegenwoordigd door:

VROLIX Maurice (A01817)

Commissaris

Luchthaven Brussel Nationaal 1/J

1930 Zaventem

BELGIE

Nr.	BE 0448.125.845	VKT-kap 2.2
-----	-----------------	-------------

VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Het bestuursorgaan verklaart dat geen enkele opdracht voor nazicht of correctie werd gegeven aan iemand die daar wettelijk niet toe gemachtigd is met toepassing van de artikelen 34 en 37 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

De jaarrekening werd niet geverifieerd of gecorrigeerd door een externe accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is.

In bevestigend geval, moeten hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke externe accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:

- A. Het voeren van de boekhouding van de onderneming*,
- B. Het opstellen van de jaarrekening*,
- C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of
- D. Het corrigeren van de jaarrekening.

Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door erkende boekhouders of door erkende boekhouders-fiscalisten, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist en zijn lidmaatschapsnummer bij het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, evenals de aard van zijn opdracht.

JAARREKENING

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
OPRICHTINGSKOSTEN		20		
VASTE ACTIVA		21/28	<u>15.391.321</u>	<u>12.859.305</u>
Immateriële vaste activa	6.1.1	21		
Materiële vaste activa	6.1.2	22/27		
Terreinen en gebouwen		22		
Installaties, machines en uitrusting		23		
Meubilair en rollend materieel		24		
Leasing en soortgelijke rechten		25		
Overige materiële vaste activa		26		
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27		
Financiële vaste activa	6.1.3	28	15.391.321	12.859.305
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	<u>71.263.858</u>	<u>83.466.454</u>
Vorderingen op meer dan één jaar		29	24.375.756	40.907.530
Handelsvorderingen		290	24.375.756	40.907.530
Overige vorderingen		291		
Vorraden en bestellingen in uitvoering		3		
Vorraden		30/36		
Bestellingen in uitvoering		37		
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	33.806.243	32.381.719
Handelsvorderingen		40	31.392.491	26.576.831
Overige vorderingen		41	2.413.752	5.804.888
Geldbeleggingen		50/53	2.000.277	
Liquide middelen		54/58	10.492.830	10.131.069
Overlopende rekeningen		490/1	588.752	46.136
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	86.655.179	96.325.759

RESULTATENREKENING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten en bedrijfskosten				
Brutomarge (+)/(-)		9900	-1.583.233	-2.010.972
Waarvan: niet-recurrente bedrijfsopbrengsten		76A		
Omzet		70		
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen, diensten en diverse goederen		60/61		
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen (+)/(-)		62		
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa		630		
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen) (+)/(-)		631/4	2.867.089	778.299
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen) (+)/(-)		635/8	-25.733	23.503
Andere bedrijfskosten		640/8	12.362	52.226
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)		649		
Niet-recurrente bedrijfskosten		66A		
Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies) (+)/(-)		9901	-4.436.951	-2.865.000
Financiële opbrengsten	6.4	75/76B	4.102.105	5.394.531
Recurrente financiële opbrengsten		75	3.980.933	5.394.531
Waarvan: kapitaal- en interestsubsidies		753		
Niet-recurrente financiële opbrengsten		76B	121.172	
Financiële kosten	6.4	65/66B	841.798	1.528.860
Recurrente financiële kosten		65	691.446	886.776
Niet-recurrente financiële kosten		66B	150.352	642.084
Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting (+)/(-)		9903	-1.176.644	1.000.671
Onttrekking aan de uitgestelde belastingen		780		
Overboeking naar de uitgestelde belastingen		680		
Belastingen op het resultaat (+)/(-)		67/77	373.385	275.752
Winst (Verlies) van het boekjaar (+)/(-)		9904	-1.550.029	724.919
Onttrekking aan de belastingvrije reserves		789		
Overboeking naar de belastingvrije reserves		689		
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar (+)/(-)		9905	-1.550.029	724.919

RESULTAATVERWERKING

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Te bestemmen winst (verlies)	(+)/(-)	9906	3.848.377	6.378.074
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	(+)/(-)	9905	-1.550.029	724.919
Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar	(+)/(-)	14P	5.398.406	5.653.155
Onttrekking aan het eigen vermogen		791/2		
Toevoeging aan het eigen vermogen		691/2		36.246
aan de inbreng		691		
aan de wettelijke reserve		6920		36.246
aan de overige reserves		6921		
Over te dragen winst (verlies)	(+)/(-)	14	3.848.377	5.398.406
Tussenkost van de vennoten in het verlies		794		
Uit te keren winst		694/7		943.422
Vergoeding van de inbreng		694		943.422
Bestuurders of zaakvoerders		695		
Werknemers		696		
Andere rechthebbenden		697		

TOELICHTING

FINANCIËLE VASTE ACTIVA

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere

Andere mutaties

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Verworven van derden

Afgeboekt

Overgeboekt van een post naar een andere

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere

Waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8395P	XXXXXXXXXX	13.501.389
8365	2.720.238	
8375	37.870	
(+)/(-) 8385		
(+)/(-) 8386		
8395	16.183.757	
8455P	XXXXXXXXXX	
8415		
8425		
8435		
(+)/(-) 8445		
8455		
8525P	XXXXXXXXXX	642.084
8475	150.352	
8485		
8495		
8505		
(+)/(-) 8515		
8525	792.436	
8555P	XXXXXXXXXX	
(+)/(-) 8545		
8555		
28	15.391.321	

STAAT VAN DE SCHULDEN

UITSPLITSING VAN DE SCHULDEN MET EEN OORSPRONKELIJKE LOOPTIJD VAN MEER DAN ÉÉN JAAR, NAARGELANG HUN RESTERENDE LOOPTIJD

Totaal der schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan één jaar doch hoogstens 5 jaar

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan 5 jaar

GEWAARBORGDE SCHULDEN

Door Belgische overheidsinstellingen gewaarborgde schulden

Financiële schulden

Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke schulden

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Vooruitbetalingen op bestellingen

Schulden met betrekking tot bezoldigingen en sociale lasten

Overige schulden

Totaal van de door Belgische overheidsinstellingen gewaarborgde schulden

Schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de vennootschap

Financiële schulden

Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke schulden

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Vooruitbetalingen op bestellingen

Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten

Belastingen

Bezoldigingen en sociale lasten

Overige schulden

Totaal der schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de vennootschap

Codes	Boekjaar
42	13.685.000
8912	14.500.000
8913	
8921	
891	
901	
8981	
8991	
9001	
9011	
9021	
9051	
9061	
8922	
892	
902	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	

Nr.	BE 0448.125.845	VKT-kap 6.4
-----	-----------------	-------------

RESULTATEN

PERSONEEL

Werknemers waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Gemiddeld personeelsbestand berekend in voltijdse equivalenten

OPBRENGSTEN EN KOSTEN VAN UITZONDERLIJKE OMVANG OF UITZONDERLIJKE MATE VAN VOORKOMEN

Niet-recurrente opbrengsten

Niet-recurrente bedrijfsopbrengsten

Niet-recurrente financiële opbrengsten

Niet-recurrente kosten

Niet-recurrente bedrijfskosten

Niet-recurrente financiële kosten

FINANCIËLE RESULTATEN

Geactiveerde interesten

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
9087		
76	121.172	
76A		
76B	121.172	
66	150.352	642.084
66A		
66B	150.352	642.084
6502		

NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN

DOOR DE VENNOOTSCHAP GESTELDE OF ONHERROEPELIJK BELOOFDE PERSOONLIJKE ZEKERHEDEN ALS WAARBORG VOOR SCHULDEN OF VERPLICHTINGEN VAN DERDEN

Waarvan

Door de vennootschap geëndosseerde handelseffecten in omloop

ZAKELIJKE ZEKERHEDEN

Zakelijke zekerheden die door de vennootschap op haar eigen activa werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van de vennootschap

Hypotheken

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Bedrag van de inschrijving

Voor de onherroepelijke mandaten tot hypothekeken, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat inschrijving mag nemen

Pand op het handelsfonds

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd en waarvoor registratie plaatsvindt

Voor de onherroepelijke mandaten tot verpanding van het handelsfonds, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat tot registratie mag overgaan

Pand op andere activa of onherroepelijke mandaten tot verpanding van andere activa

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Gestelde of onherroepelijk beloofde zekerheden op nog te verwerven activa

Bedrag van de betrokken activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Voorrecht van de verkoper

Boekwaarde van het verkochte goed

Bedrag van de niet-betaalde prijs

Zakelijke zekerheden die door de vennootschap op haar eigen activa werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van derden

Hypotheken

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Bedrag van de inschrijving

Voor de onherroepelijke mandaten tot hypothekeken, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat inschrijving mag nemen

Pand op het handelsfonds

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd en waarvoor registratie plaatsvindt

Voor de onherroepelijke mandaten tot verpanding van het handelsfonds, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat tot registratie mag overgaan

Pand op andere activa of onherroepelijke mandaten tot verpanding van andere activa

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Gestelde of onherroepelijk beloofde zekerheden op nog te verwerven activa

Bedrag van de betrokken activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Voorrecht van de verkoper

Boekwaarde van het verkochte goed

Bedrag van de niet-betaalde prijs

Codes	Boekjaar
9149	
9150	
91611	
91621	
91631	
91711	
91721	
91811	
91821	
91911	
91921	
92011	
92021	
91612	
91622	
91632	
91712	
91722	
91812	
91822	
91912	
91922	
92012	
92022	

BEDRAG, AARD EN VORM VAN BELANGRIJKE HANGENDE GESCHILLEN EN ANDERE BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN

1) Financiële contracten

Om het risico op wisselkoersverschillen te beperken werden er door Incofin cvso een aantal financiële contracten afgesloten:

- 63.804.662,67 MXN

- 820.001.480,00 INR

- 24.028.700,00 HNL

- 347.714.811,05 KZT

- 11.154.000.000,00 PYG

Boekjaar
62.572.866

Nr.	BE 0448.125.845	VKT-kap 6.5
-----	-----------------	-------------

- 11.812.980.000,00 COP
- 19.698.168,65 CNH
- 40.675.785,78 USD

2) Garantie

Bij de gedeeltelijke verkoop van Banco Fie werd er in de verkoopovereenkomst een garantie opgenomen waarbij Incofin cvso zich garant stelt voor EUR 731.150 voor mogelijke clais vanwege de belastingadministratie en dit voor een periode van 5 jaar startend op 30 september 2016

Boekjaar
731.150

REGELING INZAKE HET AANVULLEND RUST- OF OVERLEVINGSPENSIOEN TEN BEHOEVE VAN DE PERSONEELS- OF DIRECTIELEDEN

Beknopte beschrijving

Genomen maatregelen om de daaruit voortvloeiende kosten te dekken

PENSIOENEN DIE DOOR DE VENNOOTSCHAP ZELF WORDEN GEDRAGEN

Geschat bedrag van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteerd werk

Basis en wijze waarop dit bedrag wordt berekend

Code	Boekjaar
9220	

AARD EN ZAKELIJK DOEL VAN BUITENBALANS REGELINGEN

Mits de risico's of voordelen die uit dergelijke regelingen voortvloeien van enige betekenis zijn en voor zover de openbaarmaking van dergelijke risico's of voordelen noodzakelijk is voor de beoordeling van de financiële positie van de vennootschap

1) Niet opgenomen kredietlijnen

Buiten de reeds opgenomen leningen, beschikt Incofin cvso over een totaalbedrag van 1.250.000 euro aan niet opgenomen kredietlijnen bij diverse financiële instellingen.

2) Niet opgenomen emergency kredietlijn

Naast bovenvermelde niet-opgenomen kredietlijnen, beschikt Incofin cvso bijkomend over een emergency kredietlijn van 4.000.000 euro.

Boekjaar
1.250.000
4.000.000

ANDERE NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN (MET INBEGRIJ VAN DEZE DIE NIET KUNNEN WORDEN BECIJFERD)

Boekjaar

Nr.	BE 0448.125.845	VKT-kap 6.6
-----	-----------------	-------------

BETREKKINGEN MET VERBONDEN ONDERNEMINGEN, GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN, BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARIS(SEN)

VERBONDEN OF GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN

Waarborgen toegestaan in hun voordeel

Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel

BESTUURDERS EN ZAAKVOERDERS, NATUURLIJKE OF RECHTSPERSONEN DIE DE VENNOOTSCHAP RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS CONTROLEREN ZONDER VERBONDEN ONDERNEMINGEN TE ZIJN, OF ANDERE ONDERNEMINGEN DIE DOOR DEZE PERSONEN RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS GECONTROLEERD WORDEN

Uitstaande vorderingen op deze personen

Voornaamste voorwaarden betreffende de vorderingen, interestvoet, looptijd, eventueel afgeloste of afgeschreven bedragen of bedragen waarvan werd afgezien

Waarborgen toegestaan in hun voordeel

Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel

Codes	Boekjaar
9294	
9295	
9500	
9501	
9502	

DE COMMISSARIS(SEN) EN DE PERSONEN MET WIE HIJ (ZIJ) VERBONDEN IS (ZIJN)

1) Vergoeding bedrijfsrevisor Er zijn geen andere diensten geleverd door commissarissen of personen met wie zij verbonden zijn aan Incofin cvso

Boekjaar
15.566

TRANSACTIES BUITEN NORMALE MARKTVOORWAARDEN DIE DIRECT OF INDIRECT ZIJN AANGEGAAN

Met de personen die een deelneming in de vennootschap in eigendom hebben

Aard van de transactie

Bij gebrek aan wettelijke criteria die toelaten om de transacties met verbonden partijen buiten normale marktvoorwaarden te inventariseren kon geen enkele informatie opgenomen worden in VKT-kap 6.6

0

Met de ondernemingen waarin de vennootschap zelf een deelneming heeft

Aard van de transactie

Bij gebrek aan wettelijke criteria die toelaten om de transacties met verbonden partijen buiten normale marktvoorwaarden te inventariseren kon geen enkele informatie opgenomen worden in VKT-kap 6.6

0

Met de leden van de leidinggevende, toezichthoudende of bestuursorganen van de vennootschap

Aard van de transactie

Bij gebrek aan wettelijke criteria die toelaten om de transacties met verbonden partijen buiten normale marktvoorwaarden te inventariseren kon geen enkele informatie opgenomen worden in VKT-kap 6.6

0

Boekjaar
0
0
0

Nr.	BE 0448.125.845	VKT-kap 6.8
-----	-----------------	-------------

WAARDERINGSREGELS

Waarderingsregels

Onverminderd de hierna vermelde specifieke waarderingsregels, gelden de waarderingsregels zoals deze bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen, meer bepaald boek II, titel I, hoofdstuk II met betrekking tot de waarderingsregels. Tenzij anders vermeld, verwijzen de artikelnummers naar de desbetreffende artikelen van voornoemd Koninklijk Besluit van 30 januari 2001.

Waardering van activa

Onverminderd de hierna vermelde specifieke waarderingsregels wordt elk actiefbestanddeel afzonderlijk gewaardeerd tegen aanschaffingswaarde en voor dat bedrag in de balans opgenomen, onder aftrek van de afschrijvingen en waardeverminderingen op het betrokken actiefbestanddeel (art. 35, eerste lid).

IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

Immateriële vaste activa worden geboekt aan aanschaffingswaarde, exclusief bijkomende kosten. Ze worden afgeschreven over de economische levensduur aan de activa, met name 5 jaar voor software.

MATERIËLE VASTE ACTIVA

Materiële vaste activa worden geboekt aan aanschaffingswaarde, exclusief bijkomende kosten. Ze worden afgeschreven over de economische levensduur van de activa, met name:

Bureautica	5 jaar
Computer	3 jaar
Meubilair	10 jaar

DEELNEMINGEN EN AANDELEN

Deelnemingen en aandelen worden gewaardeerd tegen aanschaffingsprijs, exclusief de bijkomende kosten (art.41, §2). Er wordt tot waardevermindering overgegaan ingeval van duurzame minderwaarde of ontwaarding, verantwoord door de toestand, de rentabiliteit of de vooruitzichten van de vennootschap waarin de deelnemingen of de aandelen worden aangehouden (art. 66, §2 - K.B. 30.01.2001). De deelnemingen en aandelen die onder de financiële vaste activa voorkomen worden niet geherwaardeerd (art. 57, §1). Eens tot waardevermindering werd overgegaan, zal voor de desbetreffende deelneming opnieuw tot waardevermeerdering worden overgegaan tot maximaal het niveau van de originele aanschaffingsprijs indien de toestand, de rentabiliteit of de vooruitzichten van de vennootschap (te beoordelen door de Raad van Bestuur) dit verantwoordt.

VASTRENTENDE EFFECTEN

Vastrentende effecten worden gewaardeerd aan aanschaffingswaarde. Het verschil tussen de aanschaffingswaarde en de terugbetalingwaarde wordt op lineaire basis prorata temporis in resultaat opgenomen.

VORDERINGEN

Onverminderd de bepalingen van de artikels 67, §2, 68 en 73, worden vorderingen geboekt tegen hun nominale waarde (art. 67, §1) op datum van afsluiting van het boekjaar.

VORDERINGEN OP MEER EN OP MINDER DAN ÉÉN JAAR

Onverminderd de bepalingen van de artikels 67, §2, en 73 worden vorderingen geboekt tegen hun nominale waarde (art. 67, §1).

Conform artikel 68 worden waardeverminderingen aangelegd, zo er voor het geheel of een gedeelte van de vordering onzekerheid bestaat over de betaling er van op de vervaldag.

Om rekening te houden met het bijzonder krediet- en valutarisico dat ontstaat omwille van de kredietverstrekking aan risicolanden met een onstabiel economisch en politiek klimaat wordt jaarlijks een globale provisie aangelegd van 1,31% van de, op basis van de per land gepubliceerde ECA risico scores gewogen, uitstaande investeringsportefeuille in de vorm van vorderingen. Deze globale waardeverminderingen worden aangelegd conform artikel 3:25 vermits het hier gaat om vorderingen met dezelfde technische en juridische kwaliteiten.

Het niveau van deze provisies kan aangepast worden op basis van historische verliesgegevens.

Indien specifieke risico's op de uitstaande vorderingen worden geïdentificeerd, is sinds 2020 de mogelijkheid gecreëerd om hiervoor een specifieke provisie voor op te zetten.

GELDBELEGGINGEN EN LIQUIDE MIDDELEN

Worden opgenomen aan hun aanschaffingswaarde of de realisatiewaarde op datum van de jaarafsluiting indien deze lager is (art. 74).

Waardering van passiva

VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S EN KOSTEN

Voorzieningen worden aangelegd teneinde naar hun aard duidelijk omschreven verliezen of kosten te dekken die op de balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, doch waarvan het bedrag echter niet vaststaat (art. 50 - K.B. 30.01.2001).

SCHULDEN OP MEER EN OP MINDER DAN ÉÉN JAAR

Onverminderd de overige bepalingen van artikels 77, 67, §2, en 73 worden schulden geboekt tegen hun nominale waarde (art. 67, §1).

OMREKENING VAN VREEMDE VALUTA (ART. 34)

Financiële schulden en vorderingen worden op balansdatum omgerekend tegen de slotkoers op de contantmarkt op balansdatum, de laatst beschikbare koers vóór balansdatum of de individuele indekkingkoers bij indekking. Het omrekeningsverschil wordt in het resultaat opgenomen.

FINANCIELE

RESULTATEN

De positieve en negatieve koersverschillen worden op een netto basis gepresenteerd in de jaarrekening vermits ze met elkaar gerelateerd zijn. De ontvangen en voorziene interesten op leningen worden gepresenteerd aan indekkingskoers indien een cross currency swap is afgesloten (indekking kapitaal -en interestenstroom).

Nr.	BE 0448.125.845	VKT-kap 7.1
-----	-----------------	-------------

**ANDERE OVEREENKOMSTIG HET WETBOEK
VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN
NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN**

INLICHTINGEN OMTRENT DE DEELNEMINGEN

DEELNEMINGEN EN MAATSCHAPPELIJKE RECHTEN IN ANDERE ONDERNEMINGEN

Hieronder worden de ondernemingen vermeld waarin de vennootschap een deelneming bezit (opgenomen in de post 28 van de activa), alsmede de andere ondernemingen waarin de vennootschap maatschappelijke rechten bezit (opgenomen in de posten 28 en 50/53 van de activa) ten belope van ten minste 10% van het kapitaal, van het eigen vermogen of van een soort aandelen van die vennootschap.

NAAM, volledig adres van de ZETEL en, zo het een onderneming naar Belgisch recht betreft, het ONDERNEMINGSNUMMER	Aangehouden maatschappelijke rechten			Gegevens geput uit de laatst beschikbare jaarrekening				
	Aard	rechtstreeks		dochters	Jaarrekening per	Muntcode	Eigen vermogen	Nettoresultaat
		Aantal	%	%			(+) of (-) (in eenheden)	
PROEMPRESA Naamloze vennootschap Jr Carlos Arrieta 1066 PE - 1066 Lima PERU	Gewone aandelen	111.667	1,79	0	31-12-2019	PEN	84.461.305	12.114.459
AKIBA COMMERCIAL BANK Naamloze vennootschap 3rd Floor, amanu Place, Ohio street PO BOX 669 TZ - 669 Dar es Salaam TANZANIA	Gewone aandelen	617.850	5,62	0	31-12-2019	TZS	21.390.916.000	-2.888.636.000
IMPULSE MICROFINANCE INVESTMENT FUND BE 0870.792.160 Naamloze vennootschap Sneeuwbeslaan 20 2610 Wilrijk (Antwerpen) BELGIE	Gewone aandelen	800	7,03	0	31-12-2019	EUR	1.772.248	68.299
BANCO FIE SA Naamloze vennootschap calle Generale Gonzales 1272 BO - 15032 Casilla - La Paz BOLIVIE	Gewone aandelen	335.512	5,78	0	31-12-2019	BOB	1.184.885.266	165.824.567

Nr.	BE 0448.125.845		VKT-kap 7.1
-----	-----------------	--	-------------

MFX SOLUTIONS,LLC Naamloze vennootschap 20th Street 1724 US-20009 NW District of Columbia VERENIGDE STATEN	Gewone aandelen	500.000	3,3	0	30-06-2020	USD	20.031.487	1.718.219
ACEP BURKINA FASO Naamloze vennootschap Immeuble CBC, 2ème étage, porte 207 BURKINA FASO	Gewone aandelen	23.000	20	0	31-12-2019	XOF	3.061.648.621	813.565.813
INCOFIN INVESTMENT MANAGEMENT BE 0815.870.958 Commanditaire vennootschap op aandelen Sneeuwbeslaan 20 2610 Wilrijk (Antwerpen) BELGIE	Gewone aandelen	100	15	0	31-12-2019	EUR	3.350.644	637.243
ASSOCIATION POUR LA COOPÉRATION AVEC LA MICRO ENTREPRISE (ACME) Naamloze vennootschap Bois de Patate HAÏTI	Gewone aandelen	59.265	18,23	0	31-12-2019	HTG	485.181.897	-20.891.173
FAIRTRADE ACCES FUND S.A., SICAV-FIS Naamloze vennootschap Rue Aldringen 11 LU-1118 Luxembourg LUXEMBURG	Gewone aandelen	7.500	2,68	0	31-12-2019	USD	46.202.983	985.313
FPM SA Avenue Kauka, Gombe 17 CONGO (DEM. REP.)	Gewone aandelen	1.000	0,43	0	31-12-2019	USD	24.096.403	552.029
JUHUDI KILIMO 2nd Floor, The priory, Kilimani					31-12-2019	KES	604.648.000	39.918.000

Nr.	BE 0448.125.845							VKT-kap 7.1
-----	-----------------	--	--	--	--	--	--	-------------

KENIA	Gewone aandelen	899	32,1	0				
SEMPI Calle 11 AN 31 A - 89 Oficina 502A					31-12-2019	COP	36.846.175.000	-1.454.770.000
COLOMBIA	Gewone aandelen	225.841	5,45	0				
LOVCEN BANKA Bulevar Dzordza Vasingtona 56/l					31-12-2019	EUR	19.200.000	1.880.000
MONTENEGRO	Gewone Aandelen	3.636	10,42	0				



Incofin CVBA SO

Verslag van de commissaris aan de algemene vergadering over het boekjaar afgesloten op 31 december 2020 - Jaarrekening

Verslag van de commissaris aan de algemene vergadering van Incofin CVBA SO over het boekjaar afgesloten op 31 december 2020 - Jaarrekening

In het kader van de wettelijke controle van de jaarrekening van Incofin CVBA SO (de “vennootschap”), leggen wij u ons commissarisverslag voor. Dit bevat ons verslag over de jaarrekening alsook de overige door wet- en regelgeving gestelde eisen. Dit vormt één geheel en is ondeelbaar.

Wij werden benoemd in onze hoedanigheid van commissaris door de algemene vergadering van 29 april 2020, overeenkomstig het voorstel van het bestuursorgaan. Ons mandaat loopt af op de datum van de algemene vergadering die beraadslaagt over de jaarrekening afgesloten op 31 december 2022. Wij hebben de wettelijke controle van de jaarrekening van Incofin CVBA SO uitgevoerd gedurende 19 opeenvolgende boekjaren.

Verslag over de jaarrekening

Oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben de wettelijke controle uitgevoerd van de jaarrekening van de vennootschap, die de balans op 31 december 2020 omvat, alsook de resultatenrekening van het boekjaar afgesloten op die datum en de toelichting, met een balanstotaal van 86 655 (000) EUR en waarvan de resultatenrekening afsluit met een verlies van het boekjaar van 1 550 (000) EUR.

Naar ons oordeel geeft de jaarrekening een getrouw beeld van het vermogen en van de financiële toestand van de vennootschap op 31 december 2020 alsook van haar resultaten over het boekjaar dat op die datum is afgesloten, in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Basis voor het oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben onze controle uitgevoerd volgens de internationale controlestandaarden (ISA's) zoals van toepassing in België. Wij hebben bovendien de door IAASB goedgekeurde internationale controlestandaarden toegepast die van toepassing zijn op huidige afsluitdatum en nog niet goedgekeurd op nationaal niveau. Onze verantwoordelijkheden op grond van deze standaarden zijn verder beschreven in de sectie “Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening” van ons verslag. Wij hebben alle deontologische vereisten die relevant zijn voor de controle van de jaarrekening in België nageleefd, met inbegrip van deze met betrekking tot de onafhankelijkheid.

Wij hebben van het bestuursorgaan en van de aangestelden van de vennootschap de voor onze controle vereiste ophelderingen en inlichtingen verkregen.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan voor het opstellen van de jaarrekening

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van de jaarrekening die een getrouw beeld geeft in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de interne beheersing die het bestuursorgaan noodzakelijk acht voor het opstellen van de jaarrekening die geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten.

Bij het opstellen van de jaarrekening is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor het inschatten van de mogelijkheid van de vennootschap om haar continuïteit te handhaven, het toelichten, indien van toepassing, van aangelegenheden die met continuïteit verband houden en het gebruiken van de continuïteitsveronderstelling, tenzij het bestuursorgaan het voornemen heeft om de vennootschap te liquideren of om de bedrijfsactiviteiten te beëindigen of geen realistisch alternatief heeft dan dit te doen.

Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening

Onze doelstellingen zijn het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de vraag of de jaarrekening als geheel geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten en het uitbrengen van een

commissarisverslag waarin ons oordeel is opgenomen. Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat een controle die overeenkomstig de ISA's is uitgevoerd altijd een afwijking van materieel belang ontdekt wanneer die bestaat. Afwijkingen kunnen zich voordoen als gevolg van fraude of fouten en worden als van materieel belang beschouwd indien redelijkerwijs kan worden verwacht dat zij, individueel of gezamenlijk, de economische beslissingen genomen door gebruikers op basis van deze jaarrekening, beïnvloeden.

Bij de uitvoering van onze controle leven wij het wettelijk, reglementair en normatief kader na dat van toepassing is op de controle van de jaarrekening in België. De wettelijke controle biedt geen zekerheid omtrent de toekomstige levensvatbaarheid van de vennootschap, noch van de efficiëntie of de doeltreffendheid waarmee het bestuursorgaan de bedrijfsvoering van de vennootschap ter hand heeft genomen of zal nemen.

Als deel van een controle uitgevoerd overeenkomstig de ISA's, passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professioneel-kritische instelling gedurende de controle. We voeren tevens de volgende werkzaamheden uit:

- het identificeren en inschatten van de risico's dat de jaarrekening een afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten, het bepalen en uitvoeren van controlewerkzaamheden die op deze risico's inspelen en het verkrijgen van controle-informatie die voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel. Het risico van het niet detecteren van een van materieel belang zijnde afwijking is groter indien die afwijking het gevolg is van fraude dan indien zij het gevolg is van fouten, omdat bij fraude sprake kan zijn van samenspanning, valsheid in geschrifte, het opzettelijk nalaten om transacties vast te leggen, het opzettelijk verkeerd voorstellen van zaken of het doorbreken van de interne beheersing;
- het verkrijgen van inzicht in de interne beheersing die relevant is voor de controle, met als doel controlewerkzaamheden op te zetten die in de gegeven omstandigheden geschikt zijn maar die niet zijn gericht op het geven van een oordeel over de effectiviteit van de interne beheersing van de vennootschap;
- het evalueren van de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en het evalueren van de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte schattingen en van de daarop betrekking hebbende toelichtingen;
- het concluderen dat de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling aanvaardbaar is, en het concluderen, op basis van de verkregen controle-informatie, of er een onzekerheid van materieel belang bestaat met betrekking tot gebeurtenissen of omstandigheden die significante twijfel kunnen doen ontstaan over de mogelijkheid van de vennootschap om haar continuïteit te handhaven. Indien wij concluderen dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat, zijn wij ertoe gehouden om de aandacht in ons commissarisverslag te vestigen op de daarop betrekking hebbende toelichtingen in de jaarrekening, of, indien deze toelichtingen inadequaat zijn, om ons oordeel aan te passen. Onze conclusies zijn gebaseerd op de controle-informatie die verkregen is tot de datum van ons commissarisverslag. Toekomstige gebeurtenissen of omstandigheden kunnen er echter toe leiden dat de vennootschap haar continuïteit niet langer kan handhaven;
- het evalueren van de algehele presentatie, structuur en inhoud van de jaarrekening, en van de vraag of de jaarrekening de onderliggende transacties en gebeurtenissen weergeeft op een wijze die leidt tot een getrouw beeld.

Wij communiceren met de met governance belaste personen onder meer over de geplande reikwijdte en timing van de controle en over de significante controlebevindingen, waaronder eventuele significante tekortkomingen in de interne beheersing die wij identificeren gedurende onze controle.

Overige door wet- en regelgeving gestelde eisen

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen en de inhoud van het jaarverslag, voor het naleven van de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die van toepassing zijn op het voeren van de boekhouding, alsook voor het naleven van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten van de vennootschap.

Verantwoordelijkheden van de commissaris

In het kader van ons mandaat en overeenkomstig de Belgische bijkomende norm bij de in België van toepassing zijnde internationale controlestandaarden (ISA's), is het onze verantwoordelijkheid om, in alle van materieel belang zijnde opzichten, het jaarverslag alsook de naleving van bepaalde verplichtingen uit het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten te verifiëren, alsook verslag over deze aangelegenheden uit te brengen.

Aspecten betreffende het jaarverslag

Na het uitvoeren van specifieke werkzaamheden op het jaarverslag, zijn wij van oordeel dat dit jaarverslag overeenstemt met de jaarrekening voor hetzelfde boekjaar en is opgesteld overeenkomstig de artikelen 3:5 en 3:6 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

In de context van onze controle van de jaarrekening, zijn wij tevens verantwoordelijk voor het overwegen, in het bijzonder op basis van de kennis verkregen tijdens de controle, of het jaarverslag een afwijking van materieel belang bevat, hetzij informatie die onjuist vermeld is of anderszins misleidend is. In het licht van de werkzaamheden die wij hebben uitgevoerd, dienen wij u geen afwijking van materieel belang te melden.

Vermelding betreffende de sociale balans

De sociale balans neer te leggen bij de Nationale Bank van België overeenkomstig artikel 3:12, § 1, 8° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, bevat, zowel qua vorm als qua inhoud alle door dit Wetboek voorgeschreven inlichtingen - waaronder deze betreffende de informatie inzake lonen en vormingen - en bevat geen van materieel belang zijnde inconsistenties ten aanzien van de informatie waarover wij beschikken in het kader van onze opdracht.

Vermeldingen betreffende de onafhankelijkheid

Ons bedrijfsrevisorenkantoor en ons netwerk hebben geen opdrachten verricht die onverenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening en ons bedrijfsrevisorenkantoor is in de loop van ons mandaat onafhankelijk gebleven tegenover de vennootschap.

Andere vermeldingen

- Onverminderd formele aspecten van ondergeschikt belang, werd de boekhouding gevoerd in overeenstemming met de in België van toepassing zijnde wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften.
- De resultaatverwerking, die aan de algemene vergadering wordt voorgesteld, stemt overeen met de wettelijke en statutaire bepalingen.
- Wij dienen u niets mede te delen over verrichtingen die zijn gedaan of beslissingen die werden genomen en die in overtreding zijn met de statuten of het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, behalve voor wat betreft:
 - Het niet publiceren van de benoeming van Deloitte Bedrijfsrevisoren BV als commissaris, overeenkomstig artikel 2:14 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Getekend te Zaventem.

De commissaris

Deloitte Bedrijfsrevisoren BV
Vertegenwoordigd door Maurice Vrolix

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE86 5523 2431 0050 - BIC GKCCBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

1 Verslag van de Raad van Bestuur

Hierbij brengen wij u verslag uit over het boekjaar 2020 en wij vragen u om uw goedkeuring te geven over de jaarrekening zoals die werd afgesloten op 31 december 2020. De Raad van Bestuur heeft toezicht gehouden op de activiteiten van de vennootschap met aandacht voor het specifieke sociale oogmerk ervan.

2020: een uitzonderlijk jaar

Het is gepast om in dit verslag allereerst aandacht te besteden aan de uitzonderlijke omstandigheden van het jaar 2020, dat getekend werd door de dramatische covid-pandemie. Wereldwijd werden 114 miljoen mensen besmet en vielen al meer dan 2,5 miljoen slachtoffers¹. Uiteraard heeft deze crisis de armste landen niet gespaard. Latijns-Amerika werd disproportioneel zwaar getroffen met 21 miljoen besmettingen en 680.000 doden. In Azië werden 16 miljoen mensen besmet en vielen 256.000 doden. Afrika, met zijn jonge bevolking, werd relatief minder getroffen met 3,9 miljoen besmettingen en 103.000 sterfgevallen.

Achter elk van deze besmettingen en sterfgevallen gaan menselijke drama's schuil. We willen dan ook in de eerste plaats ons medeleven uitdrukken met alle betrokkenen en hun families.

De pandemie heeft de samenleving en de economie van de landen, waarin Incofin investeert, zwaar ontwricht. De overheden in deze landen namen maatregelen ter bescherming van de volksgezondheid, die het normale functioneren van het ondernemingsmodel van de micro-ondernemingen en KMO's aangetast hebben. Zo werden markten gesloten, waar micro-ondernemers actief zijn of werd het transport van landbouwproducten naar afzetmarkten bemoeilijkt. Daardoor kwamen een hoger dan normaal percentage van deze bedrijfjes, vaak klanten bij microfinancieringsinstellingen, in terugbetalingsproblemen. Deze situatie had op haar beurt een nefaste invloed op de portefeuillekwaliteit van de microfinancieringsinstellingen, waarin Incofin investeert. Dit patroon heeft vooral de portefeuille van Incofin in Latijns-Amerika negatief beïnvloed.

Benadering van de Raad van Bestuur

De Raad van Bestuur trof in 2020 bijzondere maatregelen om de impact van de covid-crisis te beheersen en in goede banen te leiden. De inspanningen gingen in de eerste plaats naar de nauwgezette opvolging van de bestaande portefeuille. Alle microfinancieringsinstellingen in de portefeuille werden tegen het licht gehouden met behulp van een speciaal ontworpen systeem van covid-gerelateerde kritische risico-indicatoren. Deze indicatoren werden systematisch door het Investeringscomité opgevolgd. Mogelijke hernieuwingen van kredieten werden nauwlettend geanalyseerd. Nieuwe kredieten werden slechts heel selectief toegekend en enkel aan zeer performante instellingen. Incofin sloot een overeenkomst met andere investeringsfondsen om

¹ <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-52711458>. Cijfers per 4 maart 2021.

microfinancieringsinstellingen die door de crisis onder druk kwamen samen en gecoördineerd te steunen en zuurstof te geven: zo werden afspraken gemaakt over gezamenlijke kredietherschikkingen. Deze methode bleek erg effectief. De achterstallige terugbetalingen door microfinancieringsinstellingen aan Incofin bedroegen per einde 2020 5,8% van de portefeuille. Samen met de geherstructureerde leningen bedraagt het voormelde percentage 15,2%.

Voorzichtigheidsprincipe

Sinds jaren legt Incofin een provisie van 1% van de portefeuille aan om mogelijke wanbetalingen op te vangen. Aan het einde van 2020 bedraagt de gecumuleerde algemene provisie 3,2% van de portefeuille. In 2020 besliste de Raad van Bestuur - uit voorzichtigheid - om bovenop de jaarlijkse algemene provisie tevens een specifieke provisie van 2,1 miljoen euro (3,6% van de portefeuille) aan te leggen. Hierdoor stijgen de provisies van Incofin per einde 2020 tot 6,8% van de portefeuille. De specifieke provisie werd aangelegd na een grondige doorlichting van alle microfinancieringsinstellingen in de portefeuille van Incofin. Voor de meer risicovolle posities werd berekend hoe groot de eventuele wanbetaling zou kunnen zijn. Dit bedrag werd als specifieke provisie geboekt om toekomstige uitvallen in te dekken. De analyse toonde aan dat twee Latijnsamerikaanse instellingen een ernstig risico op wanbetaling vertonen. Zoals eerder vermeld doen de gevolgen van de covid-crisis zich vooral in Latijns-Amerika gevoelen. De Raad van Bestuur is van oordeel dat dit hoge niveau van provisies voldoende is om het hoofd te bieden aan de gevolgen van de crisis.

Geen dividend-uitkering

De specifieke provisie van 2,1 miljoen euro heeft een negatieve impact op het resultaat van Incofin in 2020. Hierdoor zal Incofin voor het eerst sinds 17 jaar een verlies optekenen (van -1,6 miljoen euro). Weliswaar heeft Incofin de voorbij 17 jaar onafgebroken positieve resultaten kunnen voorleggen en werden in de loop der jaren aanzienlijke reserves aangelegd voor een bedrag van 5,3 miljoen euro. Dankzij deze opgebouwde buffer heeft het verlies van 2020 een beperkte impact op de financiële soliditeit van Incofin en ligt de intrinsieke waarde van Incofin nog steeds ruim boven het nominale kapitaal. In lijn met de aanbevelingen van de Europese Centrale Bank voor de financiële sector stelt de Raad van Bestuur aan de Algemene Vergadering voor, uit voorzichtigheid en om het eigen vermogen van Incofin op peil te houden, om over het boekjaar 2020 geen dividend uit te keren, na sinds 2007 jaarlijks onafgebroken dividenden te hebben uitgekeerd. Het voorstel aan de AV beklemtoont het belang dat de Raad van Bestuur hecht aan de solvabiliteit van Incofin.

Sociale performantie

Incofin cvso is een investeringsmaatschappij met sociaal oogmerk. De Raad van Bestuur heeft er over gewaakt dat de vennootschap - ondanks de crisis - haar sociale missie volop bleef realiseren, zodat de eindklanten van de microfinancieringsinstellingen zo goed mogelijk ondersteund werden. De impact van de investeringen van Incofin cvso op het terrein is aanzienlijk. Incofin cvso investeert in 42 microfinancieringsinstellingen en andere financiële instellingen actief op het gebied van financiële inclusie ter ondersteuning van kleine ondernemers in ontwikkelingslanden. Deze instellingen zijn verspreid over 27 landen,

vaak in moeilijke regio's. De inschakeling van deze lokale financiële instellingen zorgt voor een zeer groot hefboomeffect voor de investeringen van Incofin cvso. Samen bereiken deze financiële instellingen 4,7 miljoen klanten, waarvan 81% vrouwen. Het gemiddelde leningsbedrag per klant bedraagt € 1.867.

Om een grotere impact tot stand te brengen met aangepaste financiële diensten, heeft Incofin cvso zijn investeringsuniversum tot buiten de traditionele microfinanciering verruimd. De investeringsportefeuille van Incofin cvso omvat naast microfinancieringsinstellingen (66%) ook investeringen in financiële instellingen die zich toeleggen op de financiering van huisvesting (5%), KMO's (17%), landbouw (5%) en leasing (6%).

Incofin cvso ziet er op toe dat de financiële instellingen het welzijn en de vooruitgang van hun klanten voorop zetten. Dit wordt via een gestandaardiseerde meetmethode opgevolgd. Deze meetmethode is recent verfijnd, door gebruik te maken van een internationaal aanvaarde standaard (SPI4-Alinus).

De financiële instellingen uit de portefeuille van Incofin cvso zijn overwegend gezonde en performante instellingen: ze beschikken over een kredietportefeuille van goede kwaliteit (met beperkte achterstallen), ze houden hun algemene kosten onder controle en ze zijn rendabel.

Jaarlijks voorziet Incofin cvso een budget voor technische assistentie. Dit budget zorgt ervoor dat de financiële partners in ontwikkelingslanden van Incofin cvso een beroep op technische ondersteuning kunnen doen. Met deze ondersteuning worden experts ingeschakeld, die hun kennis kunnen delen met de betrokken instellingen. Zo kan de werking van de financiële instellingen op diverse vlakken (risicobeheer, productontwikkeling, enz.) aanzienlijk verbeterd worden. Gelet op het grote hefboomeffect van deze technische assistentie, heeft de Raad van Bestuur van Incofin cvso beslist om het jaarlijks beschikbare budget voor 2021 te behouden op k€ 100. In 2020 werden 6 microfinancieringsinstellingen gesteund, waarvoor k€ 126 uit het totaal beschikbaar budget werd aangewend. Voor Incofin cvso is de ondersteuning via technische assistentie een belangrijke bijkomende manier om haar sociale missie te verwezenlijken.

Om investeringen in kwaliteitsvolle, sociaal geëngageerde klanten mogelijk te maken, werd een specifieke "sociale" enveloppe van k€ 50 per jaar gecreëerd om leningen, aan een lagere intrestvoet dan het vooropgesteld minimumrendement, te kunnen toestaan. Onder deze enveloppe werden in 2020 twee leningen goedgekeurd.

Toelichting bij de balans van Incofin cvso voor het boekjaar 2020

Het eigen vermogen van Incofin cvso bedraagt op het einde van het boekjaar 2020 k€ 53.226 in vergelijking met k€ 55.814 per einde boekjaar 2019. Het aantal aandeelhouders is in de loop van 2020 gestegen van 2.454 tot 2.546. Ondanks de uittrede van één grote aandeelhouder kon aldus de daling van het geplaatst kapitaal beperkt blijven. Het geplaatst kapitaal daalde lichtjes met k€ 1.039 tot k€ 47.896. De per saldo beperkte afname van het kapitaal illustreert dat Incofin cvso over zeer trouwe aandeelhouders beschikt.

De schulden in de vorm van leningen op korte en lange termijn daalden in de loop van 2020 met k€ 5.000. Per eind 2020 heeft Incofin cvso voor k€ 28.185 aan schulden effectief opgenomen, zijnde 53% van het eigen vermogen. Daarnaast heeft het fonds nog niet-opgenomen kredietlijnen voor een totaalbedrag van k€ 1.250. Verder beschikt het fonds nog over een 'emergency kredietlijn' voor een totaalbedrag van k€ 4.000. Deze kredietlijnen kunnen, zoals bepaald binnen de krijtlijnen vastgesteld door de Raad van Bestuur, tot maximaal 100% van het volume van het eigen vermogen worden opgenomen. De beschikbare kredietlijnen liggen in lijn met de vooropgestelde liquiditeitsplanning voor 2021. Echter is de oefening van potentiële nieuwe of additionele kredietverstrekkers reeds aan de gang.

De investeringsportefeuille bedraagt op jaareinde k€ 75.227 en bestaat uit deelnemingen voor k€ 15.391 en leningen voor k€ 59.835, waaronder zeven achtergestelde leningen ad k€ 13.039. De leningenportefeuille in 2020 bestaat uit 43 leningen aan 34 (micro)financieringsinstellingen verspreid over 22 landen. Verder neemt Incofin cvso deel aan gesyndiceerde leningen t.b.v. k€ 3.127.

De deelnemingsportefeuille is per eind 2020 lichtjes gestegen met k€ 2.532. Dit is hoofdzakelijk te danken aan de geplande conversie van een lening (Lovcen Banka in Montenegro) ad k€ 2.000, en de stockdividenden ad k€ 720 die werden ontvangen van Banco FIE. Bijkomend werd (i) een afwaardering geboekt op de deelneming in ACME ad k€ 102 naar aanleiding van een verdere depreciatie van de Haïtiaanse Gourde, en (ii) een afwaardering geboekt op de deelneming in Akiba ad k€ 48 naar aanleiding van een aangepaste uitstapwaarde, waar het voorzichtigheidsprincipe werd toegepast.

Het totaal aan beschikbare provisies bedraagt per einde boekjaar k€ 4.072, wat neerkomt op 6,8% (1,7% per eind 2019) van de openstaande portefeuille. Deze provisies bestaan uit een algemene provisie van k€ 1.903 en een additionele specifieke provisie van k€ 2.169, met betrekking tot 2 leningen in Latijns Amerika waarvoor er een verslechtering van de kredietkwaliteit is opgetreden als gevolg van de Covid crisis.

De beschikbare cash bedraagt per einde boekjaar k€ 12.493, waarvan k€ 1.140 betrekking heeft op collateral voor wisselkoers indekkingsproducten, en stijgt met k€ 2.362 ten opzichte van eind 2019. Deze beschikbaarheid aan liquide middelen zorgt ervoor dat Incofin cvso voldoende ruimte heeft voor de geplande investeringen in 2021. De overige balansposten betreffen voornamelijk gesyndiceerde leningen ad k€ 3.127, voorziene interesten op de leningenportefeuille ad k€ 589 en overige vorderingen ad k€ 192 (terug te vorderen BTW en klanten).

Als buitenbalansverplichtingen vermelden wij de contracten met KBC Bank en MFX Solutions in de vorm van Cross Currency Interest Rate Swaps en termijnverrichtingen ter indekking van de wisselkoersrisico's voor de uitstaande leningen aan financiële instellingen. Hierbij werden alle niet-euro-intresten en kapitaalstromen voor leningen uitgegeven in lokale munt door Incofin cvso ingedekt met een Cross Currency Interest Rate Swap. Per einde 2020 heeft Incofin cvso indekkingsproducten openstaan voor een totaal notioneel bedrag van k€ 50.445 aan indekkingskoers, zijnde 84% van de openstaande leningenportefeuille. De overige 16% van de leningenportefeuille bevat leningen in West- Afrikaanse "franc CFA" (ISO code XOF)

en leningen in EUR. De XOF munt is vastgepind aan de koers van de EUR. Het volume aan ingedekte leningen in exotische munten aan financiële instellingen in 2020 bedraagt 37% van de ingedekte leningen. De overige 63% bestaat uit USD leningen aan financiële instellingen.

Toelichting bij de resultatenrekening van Incofin cvso voor het boekjaar 2020

Incofin cvso sluit het boekjaar af met een negatief resultaat na belastingen van k€ 1.550, wat lager ligt dan het voorgaande jaar (2019: k€ 725). Deze daling is voornamelijk te verklaren door de eerder vermelde specifieke provisie (k€ 2.169) die werd aangelegd in het boekjaar 2020.

De recurrente financiële resultaten bedragen over het afgelopen boekjaar ad k€ 3.289 en bestaan voornamelijk uit (i) ontvangen interesten op leningen ad k€ 3.021, (ii) ontvangen stock dividenden ad k€ 719, (iii) ontvangen cash dividenden ad k€ 226, (iv) fee inkomsten ad k€ 310, (v) financieringskosten ad k€ 610, (vi) negatieve fx-impact voor k€ 296 en (vii) voor k€ 81 uit andere kosten.

De waardeverminderingen op vorderingen bedragen per einde 2020 k€ 2.867 (toename van k€ 2.089 in vergelijking met vorig boekjaar) en bestaat integraal uit de bewegingen omtrent de algemene provisie (k€ 699) en de additionele specifieke provisie (k€ 2.169).

Na aftrek van vennootschapsbelasting en de roerende voorheffing ingehouden op intresten ontvangen uit het buitenland bedraagt het verlies van het boekjaar k€ 1.550.

Mogen wij u verzoeken de jaarrekening per 31 december 2020 te willen goedkeuren. Na goedkeuring stellen wij u voor het verlies van het boekjaar en de overgedragen winst van vorig boekjaar als volgt aan te wenden:

1.	Te bestemmen winstsaldo	3.848.377 euro
	- Te bestemmen verlies van het boekjaar	(1.550.029 euro)
	- Overgedragen winst van het vorig boekjaar	5.398.406 euro
2.	Toevoeging aan het eigen vermogen - Toevoeging aan de wettelijke reserve	0 euro
	- Toevoeging aan onbeschikbare reserves	0 euro
	- Toevoeging aan het kapitaal en uitgiftepremie	0 euro
3.	Over te dragen resultaat	3.848.377 euro
4.	Uit te keren winst Vergoeding van het kapitaal	0 euro

Risico's en onzekerheden

Als gevolg van haar activiteit is Incofin cvso onderworpen aan een reeks risico's zoals onder andere kredietrisico's, landenrisico's, wisselkoersrisico's en liquiditeitsrisico's. De Raad van Bestuur besteedt de nodige aandacht aan de opvolging van deze risico's en is van oordeel dat de risico's beperkt en voldoende afgedekt zijn.

Daarnaast bestaat het gevaar dat de situatie omtrent het Covid-19 virus een vertragende impact zal hebben op de activiteiten van Incofin cvso. De restricties die, ter indekking tegen de verspreiding van het virus, in sommige delen van de wereld worden opgelegd, kunnen diverse gevolgen hebben zoals: belemmering van de bedrijfsactiviteiten van de eindklanten van de financiële instellingen in portefeuille, verminderde terugbetalingscapaciteit van deze laatsten en beperkte mogelijkheid inzake nieuwe investeringen voor Incofin cvso.

Informatie omtrent de belangrijke gebeurtenissen die na het einde van het boekjaar hebben plaatsgevonden

Er hebben zich geen belangrijke gebeurtenissen voorgedaan na het einde van het boekjaar die een mogelijke impact kunnen hebben op de cijfers van Incofin cvso per 31 december 2020. Alle gekende implicaties van de covid crisis werden in de cijfers van 2020 opgenomen, maar uiteraard zijn alle effecten van de crisis nog niet volledig duidelijk.

De Raad van Bestuur bevestigt eveneens dat na het einde van het boekjaar er geen omstandigheden zijn die de ontwikkeling van Incofin cvso aanmerkelijk kunnen beïnvloeden.

Incofin cvso heeft in de loop van het boekjaar geen werkzaamheden op het gebied van onderzoek en ontwikkeling verricht. Incofin cvso heeft geen bijkantoren.

Bestuurders

Gelieve U tevens uit te spreken over de te verlenen kwijting aan de Raad van Bestuur en aan alle bestuurders afzonderlijk in verband met de uitoefening van het mandaat gedurende het afgelopen boekjaar.

Commissaris

Gelieve U tevens uit te spreken over de te verlenen kwijting aan de commissaris in verband met de uitoefening van het mandaat gedurende het afgelopen boekjaar.

Herbenoemingen en coöptatie

Volgend bestuursmandaat vervalt op de dag van de Algemene Vergadering d.d. 28 april 2021. Er wordt voorgesteld om dit mandaat te hernieuwen voor de statutaire periode van zes jaar tot aan de Algemene Vergadering van 2027:

- De heer **Willy Bosmans**.

De heer Pieter Verhelst heeft in 2020 ontslag genomen van zijn mandaat in de Raad van

bestuur. Er wordt voorgesteld om volgende bestuurder te coöpteren in plaats van de heer Pieter Verhelst voor de statutaire periode van zes jaar tot aan de Algemene Vergadering van 2026:

- De heer **Patrik Haesen**.

Ratificatie herbenoeming bestuurders

Omwille van problemen bij de ondernemingsrechtbank te Gent zijn de herbenoemingen van de heer Pieter Verhelst en de heer Vic van de Moortel, welke goedgekeurd werden tijdens de Algemene Vergadering d.d. 29 april 2020 nooit gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Om aan de wettelijke publicatieformaliteiten te voldoen, wordt er voorgesteld om volgende bestuursmandaten te ratificeren voor de statutaire periode van zes jaar tot aan de Algemene Vergadering van 2026:

- De heer **Pieter Verhelst**;
- De heer **Vic Van de Moortel**.

Aanvaarding en ratificatie herbenoeming commissaris 2020

Omwille van problemen bij de ondernemingsrechtbank te Gent is de hernieuwing van het mandaat van Deloitte met als vertegenwoordiger de heer Maurice Vrolix, welke goedgekeurd werd tijdens de Algemene Vergadering d.d. 29 april 2020 nooit gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Om aan de wettelijke publicatieformaliteiten te voldoen wordt voorgesteld om de hernieuwing van dit mandaat te ratificeren voor de wettelijke periode van drie jaar tot aan de Algemene Vergadering van 2023.

Aanvaarding en ratificatie van ontslagen van bestuurders

Volgende bestuurders hebben het voorbije jaar afscheid genomen van hun mandaat in de Raad van Bestuur. Er wordt voorgesteld om volgende ontslagen van bestuursmandaten te aanvaarden:

- Mevrouw **Anita Dewispelaere** (ontslag genomen in 2020);
- De heer **Pieter Verhelst** (ontslag genomen in 2020).

Volgende bestuurder heeft in 2019 ontslag genomen van zijn mandaat binnen de Raad van Bestuur. Om te voldoen aan de wettelijke publicatieformaliteiten, wordt er voorgesteld om het ontslag van volgend bestuursmandaat te ratificeren:

- De heer **Koenraad Verhaegen** (ontslag genomen in 2019).